



Quels sont pour vous les enjeux de souveraineté numérique?

Forum Cybersécurité Lycée Bellepierre

Adorine Toumoun Déléguée à l'information stratégique et à la sécurité économiques ZOI



A quoi sert la souveraineté numérique?

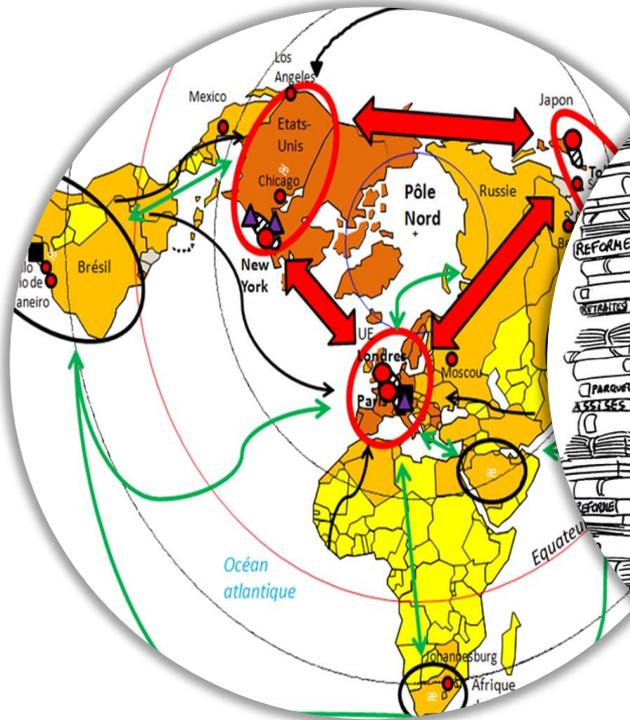
- A- défense cyberspace
- B- défense cybernétique
- C- Indépendance, maîtrise des technologies et infrastructures



Qu'est-ce que la souveraineté?

- Souveraineté nationale, maintien des institutions et des capacités de défense nationale
- Souveraineté économique : sécurité et continuité économiques (ex économie, banques AIV etc.)
- Souveraineté numérique : garantir l'indépendance du pays, la maîtrise des technologies, des infrastructures et services numériques





ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Qu'est-ce que la sécurité économique?

INFORMER

VEILLE AMONT
PERMANENTE
-
RECHERCHE CIBLEE
EN SOURCES
OUVERTES
-
ANALYSE

DISCERNER



PROTEGER

MESURES DE
PRESERVATION DES
PERSONNES, DES
BIENS, DES EMPRISES,
DES INFORMATIONS

SECURISER



PROMOUVOIR

CONNAISSANCE DU
MILIEU, DES RESEAUX,
DES ACTEURS EN
PRESENCE, DES
LEVIERS FAVORABLES,
DES FACTEURS
LIMITATIFS.

INFLUER



INTELLIGENCE ECONOMIQUE ▪ INTELLIGENCE STRATEGIQUE ▪ INTELLIGENCE COLLECTIVE
INTELLIGENCE INVENTIVE ▪ INTELLIGENCE PREDICTIVE ▪ INTELLIGENCE DES RISQUES...

Exemples de conflits Microsoft & GAFAM

- EC a condamné Microsoft à une amende de 560M€ pour infraction aux règles de la concurrence et absence de divulgation d'information techniques permettant un monopole 90%. → abus position dominante du géant Us des logiciels.
- Condamnation de Google a payé une 3^{ème} amende 1,49Mds€ (blocage accès aux services Google d'une société de publicité pendant 16 ans).
- Annulation par la CJUE d'un *Privacy shield* (bouclier vie privée) dans l'affaire de l'activiste autrichien Maximilian Schrems qui a permis d'affirmer l'applicabilité du RGPD comme vecteur de lutte contre la surveillance de masse qui n'est pas acceptable.

La menace extraterritoriale ex Compliance & Cloud Act



OFAC



Bilan extraterritorial :
74 amendes
représentants 19,8 Md\$
pour les entreprises
françaises



Le *Cloud Act* (CA), nouveau vecteur puissant d'accès aux données pour les autorités de poursuite américaines

- Avant le CA, 3 vecteurs permettaient aux autorités américaines d'accéder aux données stockées à l'étranger :

1. **Demandes d'entraide judiciaire ou commissions rogatoires**, dans le cadre ou en amont de poursuites.

Demandes encadrées par les traités bilatéraux ou accords internationaux.

Exceptions

Intérêts fondamentaux de la Nation, Souveraineté, ordre public (art. 735 CPP et Convention La Haye 1970)

2. **Demandes directes aux entreprises ou à leurs prestataires**, en violation des dispositifs législatifs encadrant la transmission de données (loi de blocage, protection des secrets professionnels, protection des données personnelles, RGPD, SdA...).

Accès aux données illégal au regard du droit français.

- L'entreprise visée peut être informée.

3. **Espionnage**

(ex: un SR communique des données à l'OFAC).

- L'entreprise visée n'est pas informée.

- Le CA ajoute un quatrième vecteur, d'autant plus puissant qu'il s'appuie sur la domination massive des acteurs américains du numérique, en particulier dans le *cloud* :

4. **Demande des données visées directement aux fournisseurs de services numériques américains**, quel que soit le lieu de stockage des données.

Accès aux données illégal au regard du droit français, sauf accord bilatéral spécifique.

Exception fortement conditionnée par le CA.

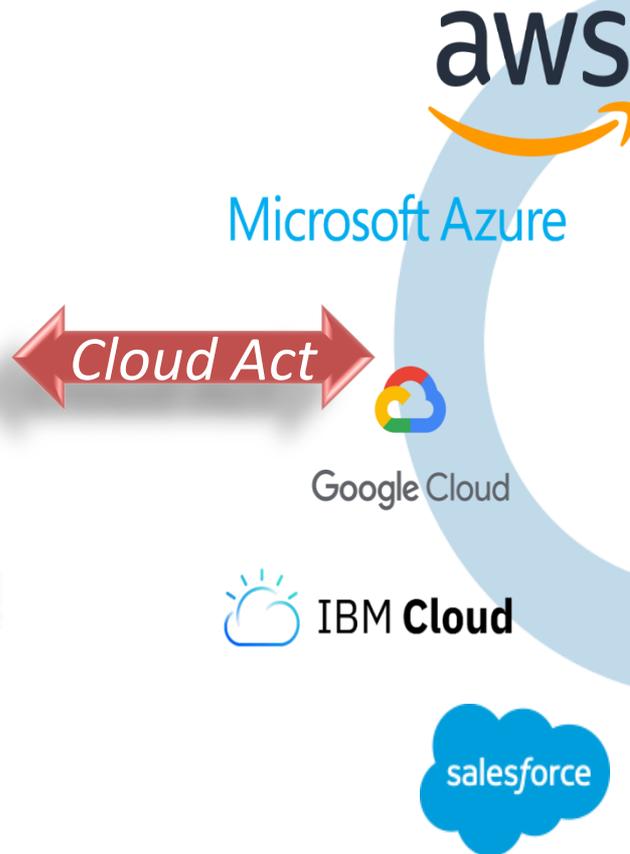
- L'entreprise visée n'est pas nécessairement informée.

Autorités de poursuite US



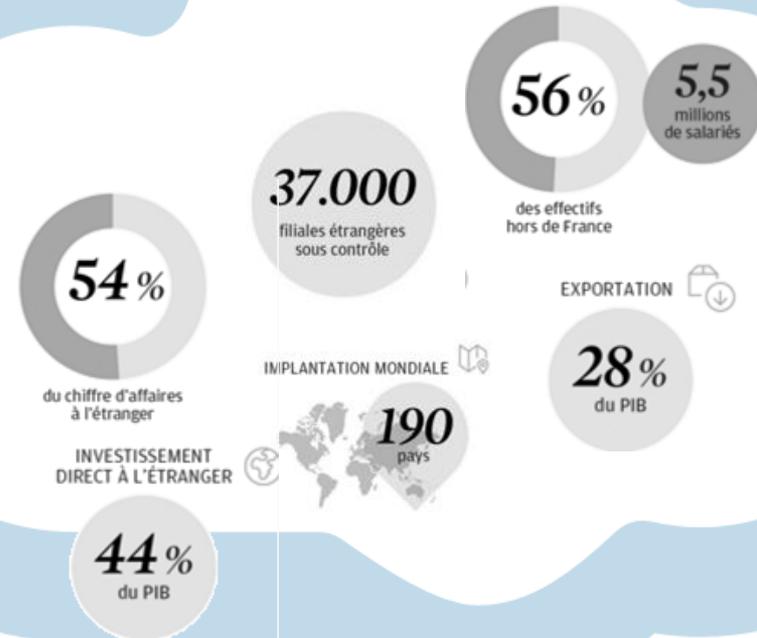
Autorités américaines responsables de 80% des poursuites de sociétés françaises diligentées par des autorités étrangères (depuis 2000)

Fournisseurs de cloud



+70% de parts de marché du cloud mondial en SaaS (modèle dominant)

Entreprises françaises



Rappel:

- Environ 50 poursuites par les autorités américaines depuis 2001 pour des raisons de non-conformité
- Coût: +11 milliards d'euro de transfert vers les Etats-Unis, hors coûts d'opportunité.
- Ne prend pas en compte les contentieux commerciaux.

Le prédateur



Tendance globale

- 10% est maladroitement honnête;
- 10% a un caractère de prédateur et le besoin d'imposer sa volonté morale;
- 80% qui habituellement honnête, oscille et qui est corruptible.

« Quand la tentation existe, la faute est affaire de probabilité »



- Information alpha et oméga de la souveraineté économique et numérique des Etats
- Sécurisation de l'information est socle de la souveraineté numérique (IS, secrets affaires)
- Données personnelles ont A8 une véritable statut juridique RGPD particularisme UE
- Confiance numérique est essentielle et au cœur des enjeux économiques (ex santé)

Les menaces qui pèsent sur les intérêts français

- Cyberdéfense est un corollaire indispensable au dév éco et international
 - Faire face aux menaces cyber qui touchent tous le monde
 - Protéger la compétitivité, déni service TV5 4,6M€ remediation
 - Anticiper et intégrer la sécurisation d'actifs (hébergement)
 - Fédérer les acteurs et le développement offre sensibilisation, entreprises privées, former

Merci pour votre attention



<https://sisse.entreprises.gouv.fr/fr/outils/la-securite-economique-au-quotidien-26-fiches-thematiques>

Contact: adorine.toumoun@dieccte.gouv.fr